Burundi : Le procès pour "actes de terrorisme" ajourné au 18 octobre

@rib News, 08/10/2012 â€“ Source AFPBurundiÂ : un correspondant de RFI et 22 personnes jugÃ©s en appel pour terrorismeLe procÃ¨s en appel du correspondant burundais de RFI, Hassan Ruvakuki, condamnÃ© en premiÃ¨re instance Ã la perpÃ©tuitÃ© pour Â«Â actes de terrorismeÂ Â», et de ses 22 co-accusÃ©s, a dÃ©butÃ© lundi devant la Cour d'appel de Gito au centre du Burundi, a-t-on constatÃ©.L'audience a Ã©tÃ© ajournÃ©e au 18 octobre Ã l'issue d'une journÃ©e de dÃ©bats, largement consacrÃ©e aux auditions d'une partie des accusÃ©s.
Correspondant de Radio France internationale (RFI) en swahili et travaillant pour la radio burundaise privÃ©e Bonesha FM, M. Ruvakuki a Ã©tÃ© dÃ©clarÃ© coupable le 20 juin d'avoir organisÃ© une attaque lancÃ©e par une nouvelle rÃ©bellion Ã de la Tanzanie en novembre 2011, puis d'en avoir fait la publicitÃ©.L'attaque avait fait des dizaines de morts Ã Cankuzo, dans l'est du Burundi.Lors de leurs dÃ©clarations prÃ©liminaires en dÃ©but d'audience, les avocats de la dÃ©fense ont dÃ©noncÃ© Â«Â des violations massives des droits de la dÃ©fense et des rÃ¨gles de procÃ©dure qui ont Ã©maillÃ© le procÃ¨s premiÃ¨re instanceÂ Â», demandant Ã ce que Â«Â des innocents ne restent pas en prisonÂ Â».Â«Â Hassan Ruvakuki s'est ren en Tanzanie pour faire son mÃ©tier de journaliste, pour faire un reportage sur une rÃ©bellion qui Ã©tait en train de naÃ®treÂ Â» a soulignÃ© l'un des avocats du journaliste, Me Fabien Segatwa. Â«Â La Cour d'appel doit l'acquitter car ce n'est pas un terroristeÂ Â», a-t-il ajoutÃ©.Seuls neuf des 23 accusÃ©s avaient acceptÃ© de comparaÃ®tre en premiÃ¨re instance. Outre M. Ruvakuki, treize accusÃ©s avaient Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã la rÃ©clusion Ã perpÃ©tuitÃ© et neuf, accusÃ©s de complicitÃ©, av de 15 ans de prison.Les 23 accusÃ©s Ã©taient prÃ©sents lundi. AprÃ¨s les dÃ©clarations prÃ©liminaires de la dÃ©fense, cinq accusÃ©s condamnÃ©s Ã la perpÃ©tuitÃ© se sont succÃ©dÃ© Ã la barre et ont rÃ©pondu aux questions de la Cour, composÃ cinq magistrats.Tous ont clamÃ© leur innocence, affirmant que les aveux signÃ©s, sur lesquels s'appuie l'accusation, leur ont Ã©tÃ© extorquÃ©s sous la torture.M. Ruvakuki ne s'est pas exprimÃ© durant l'audience lundi.Des diplomates occidentaux - des Etats unis, des Pays-Bas, de la France, de la Belgique, de la Grande Bretagne et de l'Union europÃ©enne notamment - Ã©taient prÃ©sents dans la salle d'audience, ainsi que des reprÃ©sentants de l'ONG de dÃ©fense des droits de l'Homme Human Rights Watch et de dÃ©fense de la libertÃ© de la presse Reporters sans frontiÃ¨res (RSF).Environ un demi-millier de personnes venues manifester leur soutien au journaliste Ã©taient rassemblÃ©es, Ã l'appel de radios privÃ©es, Ã l'extÃ©rieur d la salle, oÃ¹ le procÃ¨s Ã©tait retransmis par des hauts-parleurs.La multiplication des violences au Burundi fin 2011 avait fait craindre Ã de nombreux observateurs une reprise des hostilitÃ©s Ã plus grande Ã©chelle, alors qu'entre 1993 et 2006, le pays a Ã©tÃ© marquÃ© par une guerre civile qui a fait prÃ¨s de 300.000 morts.